

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montrouge, le 8 décembre 2025

ENQUETE MONDIALE

Comment la finance inclusive fait face à la réduction de l'aide internationale

La Fondation Grameen Crédit Agricole, en partenariat avec CERISE+SPTF et le Financial Inclusion Equity Council (FIEC), publie aujourd'hui les conclusions d'une enquête de terrain approfondie sur l'impact de la réduction de l'aide internationale dans le secteur de la finance inclusive.

Basée sur le témoignage de 86 répondants issus de 58 pays, dont 79 % sont des prestataires de services financiers, l'enquête analyse les conséquences actuelles et futures de cette diminution des financements internationaux sur les institutions financières et leurs clients les plus vulnérables. Cette étude met ainsi en lumière les défis rencontrés et les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les acteurs face à la réduction des financements, en invitant l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'inclusion financière à orienter leurs actions autour de cinq axes précis.

Réduction de l'aide publique au développement : quels impacts ?

Face à une baisse historique des financements internationaux – marquée par la fermeture de l'USAID et la diminution des contributions de plusieurs pays européens – les acteurs de l'inclusion financière doivent s'adapter.

L'enquête révèle ainsi que **58 % des prestataires** de services financiers – et leurs clients vulnérables – qui **bénéficient ou ont accès à des financements liés à l'aide internationale, sont déjà affectés**, avec des impacts sur :

- **Les partenariats** (60 %)
- **La qualité du portefeuille** (57 %)
- **Les ressources financières** (53 %)

Les acteurs les plus fragiles sont les petites structures (niveau 3), celles implantées dans des pays à risque ou fortement dépendantes des subventions et dons, notamment via leurs réseaux internationaux.

Les conséquences sont multiples : difficultés à étendre le champ d'action, à soutenir la croissance des programmes et à maintenir certains services spécialisés dépendants des subventions, mais aussi une baisse du capital disponible pour les prêts, limitant ainsi leur capacité à servir les clients à faibles revenus.

La réduction de l'aide est d'autant plus préjudiciable qu'elle touche des investissements permettant une finance inclusive de qualité. Ainsi, plus d'1/4 des répondants indiquent avoir dû interrompre des projets nécessitant une assistance technique ou des subventions, notamment dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de l'aide aux réfugiés ou encore en ce qui concerne la lutte pour l'égalité des sexes.

Du côté des populations à faibles revenus, ces conséquences se traduisent par un **accès limité au financement agricole, au financement vert ou encore à l'inclusion des plus démunis.**

Au-delà des impacts immédiats, la réduction de l'aide internationale compromet des investissements essentiels pour l'avenir.

Les domaines les plus touchés sont ceux qui jouent un rôle clé dans la résilience et le développement durable : **l'adaptation au changement climatique** pour protéger les

communautés vulnérables, **le renforcement de la résilience des clients face aux chocs** économiques, sociaux ou climatiques, **la transformation numérique** pour améliorer les services financiers et atteindre les populations isolées, ainsi que l'innovation et l'intégration de la dimension de genre pour promouvoir **l'égalité et l'inclusion**. Ces priorités, identifiées comme stratégiques, sont aujourd'hui fragilisées par la baisse des financements internationaux.

Une résilience du secteur malgré les défis

Un décalage persiste entre les attentes des institutions et les perspectives du marché. Les investisseurs internationaux à impact sont perçus comme les acteurs appelés à prendre le relais de l'aide internationale. Pourtant, ces fonds pourraient eux-mêmes subir une réduction de leurs ressources, les empêchant de combler le vide laissé par la baisse des financements.

Si près de **67 % des répondants considèrent que la situation ne s'améliorera pas** en 2026, **57 % des personnes interrogées estiment toutefois que le secteur** de la finance inclusive fait **preuve de résilience** face aux changements géopolitiques, à la diminution de l'aide et aux nombreuses incertitudes

Les **institutions adaptent leurs stratégies** en se concentrant sur la qualité du portefeuille, la recherche de nouvelles alliances et le renforcement de la protection des clients.

Le secteur ne se limite plus à élargir l'accès aux services financiers : il vise désormais un impact plus profond, en renforçant le bien-être financier, en promouvant la résilience climatique et en faisant progresser l'égalité des sexes. Cette évolution rapproche la finance inclusive des objectifs de développement durable.

« Cette enquête fournit des informations précieuses provenant d'acteurs de terrain qui sont en contact direct avec les populations bénéficiaires. Elle nous permet de mieux comprendre les défis actuels et d'orienter nos actions pour soutenir efficacement le secteur de la finance inclusive dans ce contexte de réduction de l'aide internationale » Véronique Faujour, Déléguée générale de la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Un appel à l'action en cinq axes

Face à ces défis, l'étude propose cinq recommandations clés visant à :

1. Renforcer la coopération locale

Avec la baisse des financements publics pour la résilience aux chocs, l'innovation (financement agricole, assurance, solutions climatiques, WASH, transformation numérique) et à la promotion de l'autonomisation des femmes, il est crucial de renforcer les partenariats locaux, qui sont réactifs, disponibles, sensibles aux contraintes et contextes spécifiques. Cela passe par des alliances locales stratégiques avec le secteur privé et les acteurs publics, soutenues par des mécanismes de garantie ou des fonds de première perte proposés par les Institutions de financement du développement (IFD) et/ou les Banques multilatérales de développement (BMD).

2. Optimiser les mécanismes de financement mixte

Les investisseurs et gestionnaires d'actifs doivent structurer des solutions favorisant la standardisation, la mise à l'échelle et l'optimisation des leviers financiers mixtes, afin d'adapter le ratio public-privé aux réalités actuelles.

3. Développer les synergies entre institutions financières

Encourager la collaboration entre institutions pour mutualiser ressources et innovations, améliorer l'efficacité et renforcer la présence dans les territoires, notamment au sein des pays fragiles ou en crise.

4. Consolider les systèmes de protection des clients

Dans un contexte d'inflation et de retrait des projets d'aide, il est essentiel de renforcer la protection des clients. Cela passe par une conception adaptée des produits et une meilleure compréhension des comportements et vulnérabilités des clients, et ce, afin d'améliorer la qualité des portefeuilles.

5. Améliorer la mesure de l'impact

Pour garantir l'accès aux ressources concessionnelles et attirer des investisseurs privés, le secteur doit : identifier les impacts positifs et négatifs de l'inclusion financière, comprendre les facteurs clés de succès et promouvoir les mécanismes de financement liés à l'impact, plaçant celui-ci au cœur des discussions entre prestataires et investisseurs.

Pour lire le rapport complet, cliquer [ici](#)

À propos de la Fondation Grameen Crédit Agricole

La Fondation Grameen Crédit Agricole, créée en 2008 par le Crédit Agricole et la Grameen Trust avec le Professeur Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix, est un acteur de référence dans le financement et le soutien aux institutions de microfinance et entreprises à impact social. Opérant dans près de 40 pays, principalement en Afrique et en Asie, elle accompagne plus de 70 partenaires avec une approche centrée sur l'inclusion financière, l'entrepreneuriat rural et l'autonomisation des femmes. À travers ses investissements, son assistance technique et ses programmes de renforcement des capacités, la Fondation contribue activement à la lutte contre la pauvreté et à la promotion d'une économie plus inclusive et durable.

À propos de CERISE+SPTF

Cerise+SPTF unit deux leaders mondiaux de la gestion de la performance sociale et environnementale. La SPTF (fondée en 2005), créatrice des Normes Universelles avec 8 000 participants internationaux, et CERISE (créée en 1998), pionnière française des outils d'évaluation sociale, ont officialisé leur coopération en 2021.

Cette alliance renforce leur mission commune : développer des outils gratuits et accessibles pour une économie responsable et inclusive. Les deux organisations opèrent désormais sous un plan stratégique commun, combinant leur expertise pour maximiser leur impact auprès d'un nombre croissant d'organisations.

À propos de FIEC

Le Financial Inclusion Equity Council (FIEC) rassemble des investisseurs en capital dédiés au développement de la finance inclusive mondiale. Cette alliance stratégique d'acteurs financiers œuvre à mobiliser des capitaux vers les institutions servant les populations exclues du système bancaire traditionnel, tout en promouvant les meilleures pratiques d'investissement responsable et en équilibrant rendements financiers et impact social positif.

Contact presse - Fondation Grameen Crédit Agricole

Durand Mathilde - mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr - 06 25 94 01 98